

ORGANISATION MONDIALE

DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/S/O/CHL

16 juillet 2003

(03-3854)

Conseil du commerce des services
Session extraordinaire

Original: espagnol

CHILI

Offre initiale

La délégation du Chili a fait parvenir au Secrétariat l'offre initiale ci-jointe, datée du 10 juillet 2003, en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

INTRODUCTION

1. Conformément au paragraphe 6 de la Déclaration ministérielle de Doha dans lequel les pays Membres s'engagent à présenter leur offre initiale conditionnelle aux fins des négociations prévues par l'article XIX de l'AGCS, le Chili présente son offre initiale conditionnelle d'engagements spécifiques sur les services.
2. Au moyen de la présente offre, le Chili réaffirme l'engagement qu'il a pris dans le cadre de l'OMC d'élever progressivement le niveau de libéralisation et d'assurer un accès effectif aux marchés des services.
3. L'offre du Chili respectant les définitions énoncées à l'article I:3 de l'AGCS, les services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental n'y figurent pas.
4. En outre, conformément à l'article VI de l'AGCS, le Chili se réserve le droit d'établir, de maintenir et de mettre pleinement en œuvre sa législation nationale afin d'atteindre les objectifs légitimes de politique générale dans des domaines tels que la protection des consommateurs, la santé et l'environnement, entre autres. Le Chili se réserve également le droit de réviser et de modifier la présente offre en fonction des résultats obtenus dans le cadre des organes subsidiaires du Conseil du commerce des services.
5. Le Chili rappelle que la présente offre est conditionnelle et se réserve par conséquent le droit de la retirer, de la modifier ou de la compléter, en totalité ou en partie, à tout moment jusqu'à la clôture des négociations, notamment en fonction de l'évolution des négociations menées dans d'autres domaines tels que l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et les règles. En outre, le Chili se réserve le droit d'apporter des modifications ou des rectifications techniques.
6. Si les négociations prévues aux paragraphes 20 à 22 de la Déclaration ministérielle de Doha ont lieu et si elles aboutissent à un accord en matière d'investissement, le Chili se réserve le droit de retirer de la présente offre les engagements relatifs au mode 3 pour les intégrer dans le nouvel accord et de modifier en conséquence les engagements existants.

ENGAGEMENTS HORIZONTAUX

7. La présente offre initiale du Chili ne comporte aucune modification des engagements horizontaux. Sans préjudice de ce qui précède, le Chili travaille actuellement à une amélioration de ses engagements concernant le mode 4 qu'il communiquera prochainement. À ce sujet, il convient de signaler que le Chili est co-auteur du document TN/S/W/14 qui traite de l'importance de l'augmentation de la libéralisation dans le cadre du mode 4 pour le commerce des services et de la nécessité d'examiner, au niveau multilatéral, les principaux obstacles qui entravent actuellement ce mode de fourniture. Le Chili rappelle en outre qu'il est nécessaire d'améliorer l'accès de tous les Membres aux accords de reconnaissance mutuelle visés par l'article VII ainsi que les disciplines en la matière conformément à l'article VI:4.

ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES

8. La présente contribution du Chili comprend des offres dans les secteurs des services professionnels, des services de conseil fiscal, des services relatifs à l'énergie, des services informatiques et services connexes, des services immobiliers, des services de crédit-bail, des services de conseil en gestion et des services de transport maritime. Concernant ces derniers, le Chili, comme indiqué dans la "Déclaration conjointe relative aux négociations sur les services de transport maritime" (TN/S/W/11), appelle tous les Membres à participer activement aux négociations en cours afin de parvenir à une libéralisation significative du secteur des services de transport maritime.

9. Le Chili a, dans la mesure du possible, élaboré ses listes d'engagements en se fondant sur la classification sectorielle des services (MTN.GNS/W/120) et en se conformant aux définitions de la classification centrale de produits (CPC) provisoire des Nations Unies. Toutefois, dans certains secteurs tels que les services relatifs à l'énergie, le Chili s'est appuyé sur le "Guide proposé pour l'inscription dans les listes des engagements sur les services énergétiques" (JOB(03)/89).

EXEMPTIONS DU PRINCIPE NPF

10. À ce stade des négociations, le Chili maintient les exemptions de ce principe mais les examine régulièrement en vue de leur élimination progressive.

11. Enfin, le Chili ne manquera pas de fournir les commentaires ou les précisions nécessaires afin de lever toute incertitude concernant son offre initiale conditionnelle.

CHILI – LISTE RÉVISÉE D'ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
TOUS LES SECTEURS INCLUS DANS CETTE LISTE	<p>3) Les engagements de la présente liste s'appliquent exclusivement aux fournisseurs de services qui ont au Chili une présence commerciale constituée sous la forme d'un investissement étranger régi par les règles et les procédures légales en vigueur concernant les investissements étrangers directs. La présence commerciale visée par la présente liste est celle qui se concrétise exclusivement par un investissement étranger dont le financement est assuré par des capitaux extérieurs.</p> <p>L'autorisation de fournir des services par l'entremise d'une présence commerciale peut s'appuyer sur les critères ci-après:</p> <p>a) L'effet de la présence commerciale sur l'activité économique, notamment sur l'emploi, sur l'utilisation de pièces, composants et services produits au Chili, et sur l'exportation de services;</p> <p>b) L'effet de la présence commerciale sur la productivité, le rendement industriel, le progrès technologique et la création de nouveaux produits au Chili;</p> <p>c) L'effet de la présence commerciale sur la concurrence à l'intérieur du secteur considéré ou d'autres secteurs, sur la protection des consommateurs et sur le bon fonctionnement, la cohésion et la stabilité du marché, enfin sur les intérêts nationaux;</p>	<p>3) Les investisseurs étrangers peuvent exporter leurs capitaux au terme de trois années d'investissement.</p> <p>L'acquisition de biens-fonds et la réalisation d'autres actes juridiques dans les zones frontières doivent se conformer aux règles du droit en la matière, non consolidé aux fins de la présente liste. Par définition, les zones frontières sont les terres situées jusqu'à une distance de 10 km de la frontière ou de 5 km du littoral ou de la province d'Arica.</p> <p>Pour ce qui concerne les services professionnels, 85 pour cent au moins des travailleurs engagés par un fournisseur de services établi dans le pays doivent avoir la nationalité chilienne.</p> <p>En ce qui concerne tous les autres services inclus dans la liste, 85 pour cent au moins des travailleurs engagés par un fournisseur de services établi dans le pays doivent avoir la nationalité chilienne, sauf s'il s'agit d'entreprises de moins de 15 salariés.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>d) La contribution de la présence commerciale à l'accès du Chili aux marchés mondiaux.</p> <p>La présente liste s'applique uniquement aux présences commerciales ci-après d'investisseurs étrangers: sociétés anonymes ouvertes ou fermées, sociétés à responsabilité limitée et succursales (qui, selon la législation chilienne, équivalent à des agences de sociétés anonymes).</p> <p>4) Non consolidé, sauf pour le transfert de personnes physiques à l'intérieur d'une entreprise étrangère établie au Chili conformément aux dispositions prescrites sous 3) concernant la présence commerciale, s'agissant de personnel de haut niveau ou spécialisé, déjà employé par la même entreprise, durant au moins les deux années précédant immédiatement la date de dépôt de la demande d'entrée dans le pays, aux activités de même type dans la maison-mère dans le pays d'origine. Dans tous les cas, les personnes physiques étrangères ne pourront représenter que jusqu'à 15 pour cent de l'effectif total employé au Chili, conformément aux prescriptions énoncées sous 3) concernant la présence commerciale.</p> <p>Dans la catégorie des personnels de haut niveau ou spécialisés n'entrent pas les membres du conseil d'administration (directoire) d'une société établie au Chili.</p> <p>Pour ce qui concerne tous les effets de droit, le personnel de haut niveau et spécialisé devra établir son domicile ou sa résidence au Chili.</p>	<p>4) Non consolidé sauf pour ce qui concerne les personnes physiques visées sous "Accès au marché"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>On entend par personnel de haut niveau les directeurs placés sous la tutelle directe du conseil d'administration de l'entreprise établie au Chili et qui, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - dirigent l'établissement, ou un département ou une subdivision de cet établissement; - supervisent et contrôlent le travail d'autres personnels d'encadrement, professionnels ou administratifs; - ont personnellement pouvoir d'engager et de licencier des salariés et de recommander l'engagement, le licenciement ou d'autres mesures concernant le personnel. <p>Par personnel spécialisé, on entend les personnes hautement qualifiées qui sont indispensables pour la prestation des services en raison de leurs compétences professionnelles ou bien:</p> <ul style="list-style-type: none"> - sont titulaires de certificats d'aptitude à un travail ou activité déterminé qui appelle des connaissances techniques particulières; - disposent de connaissances indispensables pour la prestation des services, ou concernant le matériel de recherche, les techniques ou la gestion de l'établissement; et - si ce personnel spécialisé n'existe pas au Chili. <p>L'autorisation d'entrée des fournisseurs de services revêt un caractère temporaire pour une durée de deux ans qui peut être prolongée de deux ans supplémentaires. Le personnel entré sur le territoire en vertu de ces engagements reste assujéti aux dispositions en vigueur de la législation du travail et de la sécurité sociale.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
II. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES SECTORIELS			
<p>1. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES</p> <p>A. <u>Services professionnels</u></p> <p>Services juridiques internationaux¹</p> <p>Conseils en matière de droit international public et de droit commercial international exclusivement (86190)</p>	<p>Sans préjudice des dispositions de la partie I (Engagements horizontaux), les fournisseurs de services professionnels inclus dans la présente liste peuvent faire l'objet d'un contrôle de la part des autorités responsables et devront alors donner la preuve qu'ils remplissent les conditions voulues pour exercer de façon compétente dans ce secteur.</p> <p>Si la fourniture d'un conseil effectuée par un professionnel implique la représentation ou des démarches formelles devant des tribunaux ou organes administratifs chiliens, ces démarches devront être effectuées par un professionnel habilité à exercer dans le pays.</p> <p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

¹ S'agissant exclusivement de questions de droit international public. Si la fourniture de conseils implique une représentation devant des tribunaux ou des organes administratifs chiliens, cette représentation devra être confiée à un avocat habilité à exercer dans le pays et qui doit obligatoirement en avoir la nationalité. La même condition doit être remplie s'il y a lieu de produire un document ou d'accomplir une formalité qui doivent être exécutés par un professionnel agréé au Chili. La fourniture de conseils ne donne pas le droit d'utiliser le titre d'avoué et ne s'étend donc pas à la représentation dans les affaires de contentieux ou autres.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Comptabilité et audit ²			
Audit financier (86211)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Expertise comptable (86212)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services de conseil fiscal (863)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1), 2) et 3) Néant/Le Chili peut accorder des subventions préférentielles à des ressortissants chiliens 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"/Le Chili peut accorder des subventions préférentielles à des ressortissants chiliens.	

² La présentation d'états financiers doit être assurée par un professionnel habilité à exercer dans le pays.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services d'architecture			
Services de conseils et d'établissement d'avant-projets d'architecture (86711)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Établissement de plans d'architecture (86712)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services d'ingénierie			
Services d'établissement de plans techniques pour les processus et la production industriels (86725)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services d'établissement de plans techniques d'ouvrages sanitaires (86726)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services d'établissement de plans techniques pour l'industrie mécanique (86726)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services d'établissement de plans techniques pour l'industrie électrique (86726)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services d'établissement de plans techniques pour l'industrie chimique et l'exploitation des procédés (86726)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services d'établissement de plans techniques concernant l'environnement (86726)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontière 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services intégrés d'ingénierie compris dans les services relatifs à l'énergie (86733)	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1), 2) et 3) Non consolidé en ce qui concerne les études anthropologiques, archéologiques, paléontologiques, les recherches ou toute autre activité menée dans une limite de 200 milles à l'intérieur des eaux territoriales, et les études effectuées dans les zones frontalières.</p> <p>Le Chili peut accorder des subventions préférentielles à des ressortissants chiliens.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux", auquel cas les restrictions indiquées pour les modes 1), 2) et 3) s'appliquent.</p> <p>Le Chili peut accorder des subventions préférentielles à des ressortissants chiliens.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES			
Services de consultations en matière d'installation des matériels informatiques (841)	1) Néant 2) Néant 3) Néant	1), 2) et 3) Néant/Le Chili peut accorder des subventions préférentielles à des ressortissants chiliens	
Services de réalisation de logiciels (842)	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"/Le Chili peut accorder des subventions préférentielles à des ressortissants chiliens.	
Services de traitement de données (à l'exclusion des services de traitement de données compris dans les services financiers) (843)			
Services de base de données (à l'exclusion des services de base de données compris dans les services financiers) (844)			
<u>SERVICES IMMOBILIERS</u>			
<u>Services immobiliers se rapportant à des biens propres ou loués (821)</u>	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1), 2) et 3) Néant/Le Chili peut accorder des subventions préférentielles à des ressortissants chiliens Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"/Le Chili peut accorder des subventions préférentielles à des ressortissants chiliens.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<u>Services immobiliers à forfait ou sous contrat (822)</u>	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1), 2) et 3) Néant/Le Chili peut accorder des subventions préférentielles à des ressortissants chiliens 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"/Le Chili peut accorder des subventions préférentielles à des ressortissants chiliens.	
SERVICES DE CONSEIL EN GESTION			
Consultations en matière de gestion générale (86501)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Consultations en matière de gestion financière (86502)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Consultations en matière de gestion de la commercialisation (86503)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Consultations en matière de gestion de la production (86505)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Consultations en matière de gestion des ressources humaines (86505)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services de consultations en matière de gestion compris dans les services relatifs à l'énergie (865)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1), 2) et 3) Néant/Le Chili peut accorder des subventions préférentielles à des ressortissants chiliens 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"/Le Chili peut accorder des subventions préférentielles à des ressortissants chiliens.	
Services connexes au services de consultations en matière de gestion compris dans les services relatifs à l'énergie (86601)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1), 2) et 3) Néant/Le Chili peut accorder des subventions préférentielles à des ressortissants chiliens 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"/Le Chili peut accorder des subventions préférentielles à des ressortissants chiliens.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
SERVICES DE CRÉDIT-BAIL (SANS OPÉRATEURS)			
Location simple ou en crédit-bail de véhicules automobiles (sans chauffeur) (83101)	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant Réservé aux personnes morales établies au Chili en sociétés anonymes ouvertes 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	
Location simple ou en crédit-bail d'aéronefs (sans équipage) (83104)	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant Réservé aux personnes morales établies au Chili en sociétés anonymes ouvertes 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	
Location simple ou en crédit-bail de machines et de matériel agricoles (sans opérateurs) (83106)	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant Réservé aux personnes morales établies au Chili en sociétés anonymes ouvertes 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	
Location simple ou en crédit-bail de machines et matériel de construction (sans opérateurs) (83107)	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant Réservé aux personnes morales établies au Chili en sociétés anonymes ouvertes 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>SERVICES DE COMMUNICATIONS</p> <p><u>Services de télécommunications</u></p> <p>SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATION DE BASE</p> <p>Les services de télécommunication concernent la transmission de signaux électromagnétiques (son, données, image et toute combinaison de ces éléments), indépendamment du type de technologie employé.</p>	<p>La prestation de services privés qui ont pour objet de satisfaire aux besoins particuliers en matière de télécommunications d'entreprises, organismes ou personnes par entente préalable, ne donne pas accès au trafic à destination ou en provenance des usagers des réseaux publics de télécommunications.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>Cette définition n'englobe pas l'activité économique qui consiste à fournir un service dont le contenu est transmis au moyen de services de télécommunication. La fourniture d'un service dont le contenu est transmis au moyen de services de télécommunication est soumise aux conditions et modalités énoncées dans la liste d'engagements spécifiques contractés par le Chili pour le secteur, le sous-secteur ou l'activité en question.</p> <p>La liste d'engagements du Chili n'inclut pas les services ci-après: services de télécommunication de base locaux, transmissions unidirectionnelles par satellite de services de télévision directe pour les particuliers, services de télédiffusion directe et services audionumériques. De même, les services de radiodiffusion de libre réception en sont exclus.</p> <p>Y compris uniquement les services de télécommunication de base à grande distance nationaux et internationaux:</p>			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
a) Services téléphoniques (CPC 7521)	1) Néant	1) Néant	Engagements additionnels concernant les questions réglementaires: voir l'annexe
b) Services de transmission de données avec commutation par paquets (CPC 7523**)	2) Néant	2) Néant	
c) Services de transmission de données avec commutation de circuits (CPC 7523**)	3) Sous réserve de l'obtention d'une concession, d'une licence, ou d'une autorisation accordées par le Sous-Secrétariat aux télécommunications	3) Néant	
d) Services de télex (CPC 7523**)	Les entreprises fournissant des services téléphoniques à grande distance (nationaux et internationaux) doivent être constituées en sociétés anonymes à participation non limitée		
e) Services de télégraphe (CPC 7522)	Afin de favoriser la libre concurrence pendant quatre ans à compter du 27 août 1994, la part de marché des fournisseurs de services à grande distance nationaux sera limitée sur la base d'un pourcentage maximum légal du nombre total de minutes taxables de services à grande distance nationaux		
f) Services de télécopie (CPC 7521** + 7529**)	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
g) Services de circuits loués privés (CPC 7522**+7523**)			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>Autres services:</p> <p>Services par satellite nationaux/internationaux et liaisons par satellite et capacités associées</p> <p>Services mobiles cellulaires: Services de communications personnelles, services de radiorecherche, services mobiles de transmission de données</p>			
<p>SERVICES À VALEUR AJOUTÉE</p> <p>Services directs de recherche d'informations permanente</p> <p>Courrier électronique</p> <p>Télécopie</p> <p>Traitement de données</p>	<p>1) Néant</p> <p>Subordonné à un contrat de correspondance avec un concessionnaire de services internationaux</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Subordonné à l'obtention d'un permis. Contrat avec un concessionnaire du service public. Autorisation de service complémentaire du Sous-Secrétariat aux télécommunications.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
<p>CIRCUITS PRIVÉS LOUÉS</p> <p>Service téléphonique</p> <p>Transmission de données</p> <p>Courrier électronique</p>	<p>1) Non consolidé*</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Subordonné à la concession d'un service limité</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé*</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>Secteur des services financiers:</p> <p>1. Une segmentation partielle du secteur chilien des services financiers est envisagée. En d'autres termes, les établissements, nationaux et étrangers, autorisés à opérer en qualité de banques ne peuvent pas intervenir directement dans la négociation de contrats d'assurance ou de valeurs mobilières, et inversement. Cependant, les banques nationales et étrangères en activité au Chili peuvent, avec l'autorisation préalable de l'Inspection générale des banques et établissements financiers, créer des filiales dotées de capital propre pour fournir quelques services financiers complémentaires de leurs activités principales. Les activités principales des banques consistent à mobiliser ou à recevoir, suivant les modalités habituelles, des fonds du public et à accorder des crédits garantis par des valeurs mobilières ou effets de commerce, ou par tout autre titre de créance.</p> <p>2. Les sous-secteurs et services inclus dans la présente liste sont définis conformément à la législation chilienne pertinente.</p>			
SERVICES FINANCIERS	<p>1), 2), 3) et 4) Non consolidé en ce qui concerne les mesures adoptées ou susceptibles d'être adoptées par la Banque centrale du Chili conformément à sa loi organique (Loi n° 18840) ou à d'autres dispositions légales en vue d'assurer la stabilité de la monnaie et le fonctionnement normal du système de paiements internes et externes et d'exercer les fonctions qui lui sont dévolues à cet effet: régulation de la masse monétaire et de la masse des créances en circulation, réalisation d'opérations internationales de crédit et de change, et établissement de règles concernant les questions monétaires, le crédit, les transactions financières et cambiales internationales.</p> <p>Ces mesures consistent notamment à établir des prescriptions restreignant ou limitant les paiements et les transferts en provenance ou à destination du Chili ainsi que les opérations connexes et prévoyant, par exemple, que les dépôts, investissements et crédits en provenance ou à destination d'autres pays sont subordonnés au maintien des réserves obligatoires.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>3) Outre les engagements horizontaux qui figurent dans la section I de la liste d'engagements du Chili et qui concernent l'ensemble des secteurs, le fournisseur de services financiers qui intervient par le biais d'une présence commerciale pourra être soumis à l'examen des besoins économiques. Autrement dit, il devra, pour entreprendre, suspendre ou cesser ses activités, obtenir l'autorisation préalable de l'Inspection générale des banques et établissements financiers dans le cas des services bancaires, ou de l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances dans le cas des services concernant ces dernières.</p> <p>L'autorisation de fournir des services financiers par le biais d'une présence commerciale sera accordée dans la mesure où le requérant garantit le fonctionnement, l'intégrité et la stabilité du marché, se conforme aux conditions prescrites par la loi et sert l'intérêt national.</p> <p>Par ailleurs, des mesures pourront être prises pour restreindre ou définir, de manière non discriminatoire, la nature de la présence commerciale par le biais de laquelle les entreprises peuvent opérer dans le secteur des valeurs mobilières et des assurances au Chili.</p>	<p>3) Les investisseurs étrangers qui participent au secteur des services financiers pourront transférer à l'étranger leurs capitaux à l'issue d'un délai de deux (2) ans après l'entrée des capitaux.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>a) <u>Services bancaires:</u></p> <p>a.1) Activités bancaires:</p> <p>Acceptation de dépôts (Exclusivement: comptes courants bancaires, dépôts à vue, dépôts à terme, comptes d'épargne, contrats de rachat d'instruments financiers, dépôts pour l'émission de certificats de garantie bancaire)</p> <p>Octroi de crédits (Exclusivement: prêts en compte courant, prêts sur lettres de crédit, créances hypothécaires endossables, acquisition d'instruments financiers sous convention de revente, crédits pour l'émission de certificats de garantie bancaire ou autres types de financement, émission et négociation de lettres de crédit pour l'importation ou l'exportation, émission et confirmation de lettres de crédit (stand by))</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les établissements bancaires étrangers doivent être des sociétés légalement constituées dans leur pays d'origine et disposer au Chili du capital requis par la loi.</p> <p>Les établissements bancaires étrangers peuvent uniquement intervenir:</p> <p>i) par le biais d'une participation au capital de banques chiliennes constituées en sociétés anonymes au Chili;</p> <p>ii) en tant que sociétés anonymes constituées au Chili;</p> <p>iii) en tant que succursales de sociétés anonymes étrangères, auquel cas ils sont réputés avoir la personnalité juridique dans le pays d'origine. Aux fins des activités des succursales de banques étrangères au Chili, le capital pris en considération est celui qui est effectivement constitué au Chili et non celui de la société mère.</p> <p>Les banques étrangères en activité au Chili doivent obtenir l'autorisation préalable de l'Inspection générale des banques et établissements financiers pour pouvoir modifier ou transformer la nature de leur présence commerciale.</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Acquisition de titres offerts au public (Exclusivement: achat de bons et de lettres de crédit, garantie et placement en qualité d'agent, (garantie d'émission))	Aucune personne physique ou morale, nationale ou étrangère, ne peut acquérir directement ou par l'entremise de tiers des actions d'une banque qui, seules ou additionnées à celles qu'elle possède déjà, représenteraient plus de 10 pour cent du capital de cette banque, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation de l'Inspection générale des banques et établissements financiers. De même, les associés ou actionnaires d'un établissement financier ne pourront céder un pourcentage de droits ou d'actions de leur société qui dépasserait 10 pour cent sans l'autorisation préalable de l'Inspection générale.		
Émission et services de cartes de crédit (81133) (Uniquement les cartes de crédit émises au Chili)	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Escompte et acquisition de lettres de change et de billets à ordre			
Aval et cautionnement d'obligations en monnaie nationale émises par des tiers			
Garde de valeurs mobilières			
a.2) Services complémentaires des activités bancaires			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>Crédit-bail (81120)</p> <p>(Ces sociétés peuvent offrir des contrats de leasing sur des biens acquis à la demande du client, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent pas acquérir en propre des biens pour les conserver en stock et les proposer en location)</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Outre les conditions indiquées plus haut, seuls les établissements bancaires, nationaux et étrangers, établis au Chili peuvent fournir des services de crédit-bail. Pour cela, ils doivent constituer des personnes morales distinctes (filiales), dotées de capital propre et se consacrant uniquement à cette activité, avec l'autorisation préalable de l'Inspection générale des banques et établissements financiers.</p> <p>Les services de crédit-bail sont considérés comme des services bancaires complémentaires et, par conséquent, l'Inspection générale des banques et établissements financiers a la faculté d'élargir ou de restreindre la gamme des services de crédit-bail que ces sociétés peuvent fournir, à savoir exclusivement ceux qui sont expressément autorisés par l'Inspection générale.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
<p>Services de conseil et autres services financiers auxiliaires (8133)</p> <p>(Uniquement les services indiqués dans la partie de la présente liste relative au secteur bancaire)</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Outre les conditions indiquées plus haut, les services de conseil et autres services financiers auxiliaires sont considérés au Chili comme des services complémentaires de ceux que les banques établies peuvent fournir. Par conséquent, les banques, nationales et étrangères, doivent constituer des filiales dotées de capital propre pour fournir ces services, avec l'autorisation à cet effet de l'Inspection générale des banques et établissements financiers.</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
<p>b) <u>Services d'assurance et de réassurance:</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Le marché des assurances se partage au Chili entre deux groupes d'entreprises: le premier groupe comprend les compagnies qui assurent contre les risques de perte et de détérioration d'objets ou de patrimoine. Dans le deuxième groupe entrent celles qui couvrent les risques des personnes ou qui garantissent à l'assuré ou à ses ayants droit, durant un certain temps ou à l'expiration d'un certain délai, le versement d'un capital, d'un montant forfaitaire ou d'une rente. Aucune compagnie d'assurance ne peut couvrir les risques des deux catégories. Les compagnies d'assurance crédit, bien qu'elles entrent dans le premier groupe, doivent être constituées en sociétés anonymes exclusivement en vue de couvrir ce genre de risque, c'est-à-dire la perte ou la détérioration du patrimoine de l'assuré résultant du non-règlement d'une obligation ou d'une créance monétaires, et elles peuvent en outre couvrir les risques de défaillance du garant et risques de pratiques déloyales. La partie de la liste chilienne relative aux assurances ne comprend pas les assurances liées à la sécurité sociale. 			
<p>Assurances</p> <p>Offre d'assurance directe sur la vie (Non compris les assurances liées à la sécurité sociale) (81211)</p> <p>Offre de services d'assurance directe générale (8129 à l'exception de 81299)</p>			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
(À l'exclusion des sociétés de prévoyance dans le domaine de la santé (ISAPRE), c'est-à-dire les personnes morales qui fournissent des services de santé à leurs affiliés et qui sont financées par des cotisations correspondant à un pourcentage du revenu imposable fixé par la loi ou à un pourcentage supérieur convenu. De même est exclu le Fonds national pour la santé (FONASA), service public financé par l'État et par des cotisations correspondant à un pourcentage du revenu imposable fixé par la loi, qui est chargé de cofinancer les prestations relevant du régime libre d'assurance maladie auquel peuvent participer les personnes non affiliées à une ISAPRE)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) La fourniture de services d'assurance est réservée aux compagnies d'assurance constituées sous forme de sociétés anonymes au Chili et se consacrant uniquement à cette activité, que ce soit dans le domaine de l'assurance directe sur la vie ou de l'assurance directe générale. Dans le cas de l'assurance crédit générale (81296), les compagnies doivent être constituées en sociétés anonymes exclusivement en vue de couvrir ce genre de risque. Les sociétés anonymes d'assurance doivent être constituées conformément aux dispositions de la Loi sur les sociétés anonymes. Les contrats d'assurance peuvent être conclus directement ou par l'intermédiaire de courtiers en assurance qui, pour exercer leur activité, doivent être inscrits au registre tenu à cet effet par l'Inspection générale des valeurs mobilières et des assurances et satisfaire aux conditions énoncées dans la Loi.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Courtiers en assurance (81401)	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Les courtiers en assurance doivent être inscrits au registre tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances et satisfaire aux conditions prescrites par cet organisme. La fourniture de ces services est réservée aux personnes morales légalement constituées au Chili expressément à cette fin. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	
	<ul style="list-style-type: none"> 1) Les compagnies de réassurance étrangères et les courtiers en réassurance étrangers doivent être inscrits au registre des réassureurs étrangers tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances et satisfaire aux conditions prescrites par cet organisme. 2) Non consolidé 3) Les services de réassurance sont fournis par des sociétés anonymes de réassurance constituées au Chili conformément aux dispositions de la Loi sur les sociétés anonymes et agréées par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances. Les sociétés anonymes d'assurance peuvent aussi fournir les services de réassurance complémentaires de leurs activités d'assurance si leurs statuts le prévoient. De même, les services de réassurance peuvent être fournis par les compagnies de réassurance étrangères et les courtiers en réassurance étrangers inscrits au registre tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances. 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Les primes cédées à ce titre sont assujetties à un taux d'imposition de 6 pour cent 2) Non consolidé 3) Néant 	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
<p>c) <u>Services liés aux valeurs mobilières:</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'intermédiation sur valeurs mobilières offertes au public peut être pratiquée par des personnes morales se consacrant exclusivement au courtage de valeurs, qui peuvent intervenir en qualité de membres d'une bourse des valeurs (courtiers en bourse) ou hors bourse (courtiers en valeurs), et qui doivent être enregistrées auprès de l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances. Cependant, l'intermédiation en bourse sur actions ou sur des valeurs qui en sont dérivées (options de souscription) est réservée aux courtiers en bourse. Les valeurs autres que les actions peuvent être négociées par des courtiers en bourse ou des courtiers en valeurs enregistrés auprès de l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances. 2. La gestion des portefeuilles financiers a pour objet la diversification, pour le compte de tiers, des investissements entre plusieurs instruments financiers, et peut être effectuée par des intermédiaires en valeurs mobilières (courtiers en bourse et courtiers en valeurs), en complément des services fournis à leurs clients. 3. Les services d'évaluation des risques liés aux valeurs mobilières offertes au public sont fournis par des entreprises se consacrant exclusivement à cette activité, inscrites à ce titre au registre des organismes d'évaluation des risques tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances et placées sous la tutelle de cette Inspection générale. Les entreprises d'évaluation des risques liés aux valeurs mobilières émises par les banques ou établissements financiers sont placées, quant à elles, sous la tutelle de l'Inspection générale des banques et établissements financiers. 4. La garde des valeurs mobilières consiste à conserver matériellement des titres ou valeurs mobilières et peut être assurée par les intermédiaires en valeurs mobilières (courtiers en bourse et courtiers en valeurs) en complément de leurs activités exclusives. La partie de la liste chilienne relative aux valeurs mobilières n'inclut pas les services offerts par les organismes qui assurent concurremment la garde, la compensation et la liquidation des valeurs mobilières (dépositaires de titres). 5. Les services de consultations financières, qui comprennent les activités visant à donner des conseils financiers concernant les diverses possibilités de financement, l'évaluation de projets, la présentation de possibilités diverses d'investissement et la proposition de stratégies de rééchelonnement de la dette, peuvent être fournis par les intermédiaires en valeurs mobilières (courtiers en bourse et courtiers en valeurs) en complément de leurs activités exclusives. 6. Les services liés aux valeurs mobilières qui peuvent être fournis par les établissements bancaires, directement ou par l'entremise de filiales, sont indiqués dans la présente liste sous "Secteur des services bancaires" et sont exclus de la section relative aux services liés aux valeurs mobilières. 			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>Intermédiation sur valeurs offertes au public, à l'exception des actions (81321)</p> <p>(Y compris la garantie et le placement en qualité d'agent (garantie d'émission))</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les activités de courtage doivent être menées par le biais d'une société anonyme constituée au Chili et inscrite au préalable au registre des courtiers en bourse et courtiers en valeurs tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances. Outre les dispositions légales relatives au patrimoine, l'Inspection générale peut établir, de manière non discriminatoire, des conditions plus rigoureuses concernant la solvabilité des intermédiaires, compte tenu de la nature et de l'ampleur de leurs activités, du type des instruments négociés et de la catégorie d'intermédiaires pertinente.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
<p>Intermédiation sur actions de sociétés anonymes offertes au public (81321)</p> <p>(Y compris la garantie et le placement en qualité d'agent (garantie d'émission))</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Pour intervenir en bourse, les intermédiaires (courtiers) doivent constituer une société anonyme au Chili et acquérir une action de la bourse en question, dont ils doivent également être des membres agréés. L'exercice des activités de courtage est subordonné à l'inscription préalable au registre des courtiers en bourse et courtiers en valeurs tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances.</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	Outre les dispositions légales relatives au patrimoine, l'Inspection générale peut établir, de manière non discriminatoire, des conditions plus rigoureuses concernant la solvabilité des intermédiaires, compte tenu de la nature et de l'ampleur de leurs activités, du type des instruments négociés et de la catégorie d'intermédiaires pertinente.		
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Évaluation des risques liés aux titres et valeurs mobilières (Il s'agit exclusivement d'évaluer les risques liés aux titres offerts au public ou d'émettre un avis les concernant)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Les organismes d'évaluation des risques doivent être constitués en sociétés de personnes au Chili. Ils doivent remplir plusieurs conditions particulières, et faire en sorte, notamment, qu'au moins 60 pour cent du capital de la société appartienne aux principaux associés (personnes physiques ou morales actives dans ce secteur et possédant au moins 5 pour cent des parts sociales de la société). Ils doivent être inscrits au registre des organismes d'évaluation des risques tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances, et le conseil d'évaluation des risques doit être composé de professionnels diplômés de l'université ou titulaires de diplômes supérieurs équivalents et justifiant d'un passé commercial irréprochable, dont la majorité ait une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans le domaine de l'économie et des finances.	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Garde de titres effectuée par des intermédiaires en valeurs mobilières (81319) (À l'exclusion des services fournis par des organismes qui assurent concurremment la garde, la compensation et la liquidation des valeurs mobilières (dépositaires de titres))	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Pour assurer la garde de titres, les intermédiaires (courtiers) doivent constituer une société anonyme au Chili. Outre les dispositions légales relatives au patrimoine, l'Inspection générale peut établir, de manière non discriminatoire, des conditions plus rigoureuses concernant la solvabilité des intermédiaires, compte tenu de la nature et de l'ampleur de leurs activités, du type des instruments négociés et de la catégorie d'intermédiaires pertinente. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services de consultations financières fournis par des intermédiaires en valeurs mobilières (81332) (Les services de consultations financières sont uniquement les services liés aux valeurs mobilières qui sont inclus dans cette liste)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) La fourniture de services de consultations financières par des intermédiaires en valeurs mobilières, ayant constitué une société anonyme au Chili est subordonnée à l'inscription préalable au registre des courtiers en bourse et courtiers en valeurs tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances. Outre les dispositions légales relatives au patrimoine, l'Inspection générale peut établir, de manière non discriminatoire, des conditions plus rigoureuses concernant la solvabilité des intermédiaires, compte tenu de la nature et de l'ampleur de leurs activités, du type des instruments négociés et de la catégorie d'intermédiaires pertinente.	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Gestion de portefeuilles assurée par des intermédiaires en valeurs mobilières (À l'exclusion dans tous les cas de la gestion des caisses mutuelles, des fonds de placement de capitaux étrangers, des fonds d'investissement et des caisses de pension)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) La fourniture de services de gestion de portefeuilles par des intermédiaires en valeurs mobilières ayant constitué une société anonyme au Chili est subordonnée à l'inscription préalable au registre des courtiers en bourse et courtiers en valeurs tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances. Outre les dispositions légales relatives au patrimoine, l'Inspection générale peut établir, de manière non discriminatoire, des conditions plus rigoureuses concernant la solvabilité des intermédiaires, compte tenu de la nature et de l'ampleur de leurs activités, du type des instruments négociés et de la catégorie d'intermédiaires pertinente.	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant	
Caisses générales de dépôts (Warrants) (Service de stockage de marchandises avec émission d'un certificat de dépôt et d'un bon d'enlèvement)	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé * 2) Non consolidé 3) Réserve aux personnes morales légalement constituées au Chili qui ont uniquement pour fonction la prestation de ce service. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé* 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES	L'achat de devises par des ressortissants qui souhaitent acheter des services de tourisme selon le mode de fourniture 2) doivent se conformer aux règlements bancaires édictés par le Conseil de la Banque centrale du Chili dans l'exercice de ses pouvoirs constitutionnels.		
Hôtellerie et restauration Hébergement en hôtel (64110)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Hébergement en motel (64120)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Résidences (64193)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services de camping (64195)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services de repas dans les restaurants traditionnels (64210)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Restaurants libre-service (64220)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services de traiteur (64230)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Vente de boissons sans spectacle (64310)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Vente de boissons avec spectacle (64320)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques Agences de voyages et organisateurs touristiques (74710) Services de guides touristiques (74720)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>SERVICES DE TRANSPORTS</p> <p>A. <u>Services de transports maritimes (à l'exception du cabotage intérieur et du transport par les voies navigables intérieures)</u></p> <p>Transport de voyageurs (7211)</p>	<p>1), 2) et 3) Pour qu'un navire puisse battre pavillon chilien, il doit être enregistré par une personne physique ou morale chilienne; dans le cas d'une personne morale, celle-ci doit être constituée au Chili et y avoir son domicile principal et son siège réel et effectif, et son président, son directeur général et la majorité de ses directeurs et administrateurs doivent être des ressortissants chiliens. En outre, plus de 50 pour cent de son capital social doit être détenu par des personnes physiques ou morales chiliennes. À cet égard, toute personne morale détenant des une participation au capital d'une autre personne morale propriétaire d'un navire doit remplir toutes les conditions susmentionnées.</p> <p>Une copropriété peut faire immatriculer un navire si la majorité des copropriétaires sont chiliens, ont leur domicile au Chili et y sont résidents; les administrateurs doivent être chiliens et la majorité des droits au sein de la copropriété doivent appartenir à des personnes physiques ou morales chiliennes. À cet égard, toute personne morale copropriétaire d'un navire doit remplir toutes les conditions susmentionnées pour être considérée comme chilienne.</p>	<p>1), 2) et 3) Néant/Le Chili peut accorder des subventions préférentielles à des ressortissants chiliens</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Transport de marchandises (7212)	<p>Les navires spéciaux qui appartiennent à des personnes physiques ou morales étrangères domiciliées au Chili peuvent, sous certaines conditions, être immatriculés dans le pays.</p> <p>Le Chili maintient ses exemptions du traitement NPF.</p> <p>4) Non consolidé</p> <p>1), 2) et 3) Pour qu'un navire puisse battre pavillon chilien, il doit être enregistré par une personne physique ou morale chilienne; dans le cas d'une personne morale, celle-ci doit être constituée au Chili et y avoir son domicile principal et son siège réel et effectif, et son président, son directeur général et la majorité de ses directeurs et administrateurs doivent être des ressortissants chiliens. En outre, plus de 50 pour cent de son capital social doit être détenu par des personnes physiques ou morales chiliennes. À cet égard, toute personne morale détenant une participation au capital d'une autre personne morale propriétaire d'un navire doit remplir toutes les conditions susmentionnées.</p>	<p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"/Le Chili peut accorder des subventions préférentielles à des ressortissants chiliens .</p> <p>1), 2) et 3) Néant/Le Chili peut accorder des subventions préférentielles à des ressortissants chiliens</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Une copropriété peut faire immatriculer un navire si la majorité des copropriétaires sont chiliens, ont leur domicile au Chili et y sont résidents; les administrateurs doivent être chiliens et la majorité des droits au sein de la copropriété doivent appartenir à des personnes physiques ou morales chiliennes. À cet égard, toute personne morale copropriétaire d'un navire doit remplir toutes les conditions susmentionnées pour être considérée comme chilienne.</p> <p>Les navires spéciaux qui appartiennent à des personnes physiques ou morales étrangères domiciliées au Chili peuvent, sous certaines conditions, être immatriculées dans le pays.</p> <p>Il existe des restrictions concernant les navires battant pavillon étranger qui font la navette entre le Chili et l'Équateur (hydrocarbures), le Mexique (véhicules, pièces et accessoires), le Brésil, la Bolivie et le Paraguay.</p> <p>Le Chili maintient ses exemptions du principe NPF.</p> <p>4) Non consolidé</p>	<p>Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"/Le Chili peut accorder des subventions préférentielles à des ressortissants chiliens .</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
SERVICES AUXILIAIRES DES TRANSPORTS AÉRIENS			
1- Ouverture de bureaux	1) Non consolidé* 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
2- Émission et vente de titres de voyage et de lettres de transport aérien	1) Non consolidé* 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
3- Systèmes informatisés de réservation	1) Néant 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
4- Utilisation au sol de matériel de manutention	1) Non consolidé* 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontière 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
5- Maintenance des aéronefs	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, ont une position dominante, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal pourra demander, soit:

- a) à n'importe quel moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'État.

- CHILI – LISTE FINALE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous les pays	Mesures instituant des procédures de règlement des différends, prévues dans des accords bilatéraux de protection des investissements, existants ou futurs	Tous les pays. À ce jour, des accords de cet ordre ont été conclus avec l'Allemagne, la Suisse et l'Espagne.	Durée des accords en question	Encouragement des investissements
Transports maritimes internationaux (marchandises)	Mesures de réciprocité concernant l'accès des navires chiliens aux cargaisons	Tous les pays	Indéterminée	Nécessité de garantir l'accès aux marchés
Transports maritimes internationaux (marchandises)	En vertu de l'Accord bilatéral de 1974, la totalité des frets transportés entre les deux pays doivent être chargés sur des navires sous pavillons chilien ou brésilien	Brésil	Durée de l'accord	Promotion du commerce entre les deux pays
Transports maritimes	Les frets maritimes, commissions ou participation à ces frets en provenance ou à destination de ports chiliens, ainsi que les autres recettes au titre de services portuaires ou de manutention des cargaisons fournis dans des ports nationaux ou étrangers et nécessaires aux transports en question, sont assujettis à un impôt calculé sur leur montant total. Cet impôt n'est pas appliqué aux recettes imputables à des navires étrangers, sous réserve que les pays où ceux-ci sont immatriculés n'imposent pas d'impôt similaire ou accordent des exonérations identiques ou analogues aux compagnies maritimes chiliennes.	Tous les pays	Indéterminée	Nécessité de garantir l'accès aux marchés

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Transports maritimes Cabotage	Si le navire est affrété par une compagnie maritime ayant son siège dans un pays différent du pays d'immatriculation, ou lui appartient, la réciprocité sera exigée de chacun de ces pays. Réservé aux cargaisons de plus de 900 tonnes métriques. Certains fournisseurs étrangers peuvent être exclus des appels d'offres.	Tous les pays	Indéterminée	Nécessité de garantir l'accès aux marchés
Transports internationaux terrestres (marchandises et voyageurs)	Octroi du traitement national aux fournisseurs de pays signataires de l'Accord international sur les transports intérieurs de 1977	Argentine, Bolivie, Brésil, Paraguay, Pérou, Uruguay	Durée de l'accord	Promotion de l'intégration régionale
Audiovisuel	Traitement national accordé aux oeuvres cinématographiques réalisées en coproduction en vertu d'accords de coproduction cinématographique, existants ou futurs	Tous les pays. Il n'existe pour le moment qu'un accord avec la France.	Durée de l'accord en question	Promotion des oeuvres artistiques et techniques
